

# REPORT NUCLEAR DISARMAMENT COMPETENCE DEVELOPMENT IN FRANCOPHONE REGIONS

MARCH – NOVEMBER 2019

Publication in the media and websites of ICAN and ICAN France



---

## Les Hibakusha, un message pour les générations futures

Ce jeudi 2 mai 2019, par un beau matin newyorkais, j'ai eu l'honneur de rencontrer des survivants des bombardements nucléaires du Japon.



Après trois jours de participation aux réunions de la troisième conférence de préparation de la conférence de révision du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, avec d'autres jeunes (d'Allemagne, des Etats-Unis, du Japon, des Pays-Bas) nous avons eu la chance d'entendre et de rencontrer des Hibakusha, au sein du Comité international de la Croix

Rouge, qui nous ont livré leur témoignage bouleversant. Hibakusha est un terme d'origine japonaise, démocratisée mondialement, qui désigne les personnes affectées par la bombe nucléaire.

Avec un sourire dessiné sur leurs lèvres, Messieurs Hamasumi Jiro et Sueichi Kido, Secrétaire général et Secrétaire général adjoint de la Confédération japonaise des organisations de victimes des bombes A et H, continuent avec d'autres survivants, leurs efforts pour épargner aux générations futures les souffrances causées par les armes nucléaires. Les hibakusha, dont la moyenne d'âge dépasse les 80 ans, essayent de créer un monde sans armes nucléaires afin que les générations futures soient libérées de la peur de vivre un nouvel enfer sur terre. Animés par un fort sentiment de responsabilité, ils considèrent qu'ils ont la mission de transmettre avec les adultes du monde entier « *à nos enfants un ciel bleu et dégagé, exempt d'armes nucléaires et de guerres* ».

Anxieux de parler du passé, M. Sueichi Kido âgé de 79 a ouvert son cœur à notre groupe de jeunes venant des quatre coins du globe. Il avait 5 ans lorsque la bombe fut larguée. Malgré le fait que sa famille ait déménagé juste après la catastrophe et qu'il n'a su qu'il était un hibakusha qu'à l'âge de 12 ans, il a toujours eu des crises d'asthme. Quelque chose « *dans sa tête* » lui disait qu'il n'était pas un enfant ordinaire...

Jiro Hamasumi fait partie des 7200 hibakusha exposés in utero à la bombe larguée sur Hiroshima en 1945. Il se souvient avoir grandi en regardant le portrait de son père qui a disparu et les difficultés auxquelles sa mère a été confrontée en élevant sept enfants.

Cette rencontre dans le monde du multilatéralisme des Nations Unies fut un souffle d'air pur ou un supplément d'âme aux discours sans âmes de certaines délégations. Ce fut une rencontre pleine d'émotions, où les larmes se mélangeaient aux rires, l'espoir à la frustration et la colère au pardon. Je savais que les armes nucléaires ont des effets dévastateurs sur les biens, mais ses effets sur les âmes sont indescriptibles.

Avant cette rencontre j'avais peur de ne pas survivre si une explosion nucléaire avait lieu. Après cette rencontre, j'ai peur d'y survivre ! Survivre à une explosion nucléaire est beaucoup plus difficile que de mourir...

Par Amel Mejri, Tunisie, participante de ICAN France à la Prepcom 2019.

Merci, à la fondation [Heinrich-Böll-Stiftung](#) pour le soutien apporté à ce projet.

---

## A L'ONU, LA FRANCE CONTINUE D'IGNORER LE DESARMEMENT NUCLEAIRE

La France, lors de la première semaine de la conférence du Traité sur la non-prolifération nucléaire (29 avril-10 mai 2019, ONU, New York), est intervenue à quatre reprises pour expliquer sa posture diplomatique sur le désarmement et sur la non-prolifération nucléaires. Mais à entendre les discours de l'ambassadeur Hwang, le processus de désarmement est pour les autres !

Le Traité de non prolifération nucléaire (TNP), qui compte 191 membres, est un traité multilatéral (en vigueur depuis le 5 mars 1970) que la France a ratifié seulement le 2 août 1992, après la Chine. D'ailleurs c'est sans aucun doute pour cette raison que la France considère, que « *le régime de non-prolifération [...] est encore jeune* », comme l'ambassadeur Hwang l'a mentionné dans son discours général à l'ONU, le 29 avril 2019... Il a également souligné qu'à « *l'aune de ces défis, notre responsabilité collective doit être de tout mettre en œuvre pour réaffirmer l'intangibilité de la règle de non-prolifération et refuser l'impunité* ».

Alors ne serait-il pas temps que la France assure ses responsabilités ? En effet, dans son discours sur le désarmement nucléaire (2 mai), il y a une absence totale d'explication sur comment la France compte mettre en œuvre des engagements acceptés (document final de la Conférence d'examen) en 2010. Ces engagements (exactement 24 mesures, dont les mesures n° 3 à 6 qui portent spécifiquement sur des actions à réaliser par les Cinq puissances nucléaires) portent notamment sur :

- « *Redoubler d'efforts pour réduire et, à terme, éliminer tous les types d'armes nucléaires par des mesures unilatérales, bilatérales, régionales et multilatérales* » ;
- « *Réduire encore le rôle et l'importance des armes nucléaires dans tous les concepts, doctrines et politiques militaires et de sécurité* ».

Avec le vote de la Loi de programmation militaire 2019-2025 — qui prévoit un budget dissuasion en hausse de 60 % (passant de 23,3 milliards durant la précédente LPM à 37 Mds d'euros) pour engager un processus de modernisation et de renouvellement — c'est le chemin opposé qui est mis en place !

De même, la France a mis l'accent sur la notion de « *transparence* ». Pourtant, il apparaît, là encore, des incompréhensions importantes sur les chiffres rendus publics :

- « 300 » c'est le chiffre sur l'arsenal nucléaire français utilisé par la diplomatie française, depuis le discours du président François Hollande (Istres, 19 février 2015). Son prédécesseur Nicolas Sarkozy (discours de Cherbourg, février 2008) avait insisté sur le fait que « *l'arsenal comprendra moins de 300 têtes nucléaires* » à la fin de son mandat (en 2012). Cela pose donc un problème car le maximum devrait donc être de 299 (ou moins) or la formulation est « *un plafond de 300 armes* ».
- La transparence annoncée par la révélation de chiffres sur les vecteurs (MSBS M51 et ASMP-A) est ancienne. L'information « *de trois lots de 16 missiles portés par sous-marins* » est inscrite dans des rapports parlementaires chaque année. Par contre, indiquer que les Forces aériennes stratégiques (FAS) disposent de « *54 vecteurs* » reste toujours incompréhensible, car les FAS ne sont composées officiellement que de 50 appareils ! Doit-on comprendre que ce chiffre comprend les missiles pour les essais et si c'est le cas pourquoi le compte des M51 ne les comprend pas ? Ou est-ce autre chose ?

Toujours dans ce registre de la transparence : la Russie, comme d'autres États ou groupe d'États, ont dénoncé le fait que les États-Unis — via l'Otan — entreposent des armes nucléaires en Europe (Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas, Turquie). Il faut souligner une étonnante et rare prise de parole de la France pour « protéger » ce stationnement, qui insiste sur la légalité de ce « *partage nucléaire de l'Otan* ». Cette posture forte correspond-elle à une évolution du rôle des forces nucléaires de la France au sein de l'Otan ? En effet depuis la déclaration de Bruxelles (juillet 2018), un large doute subsiste sur cette évolution car dans le paragraphe 35, il est écrit que « *les forces nucléaires stratégiques*



*indépendantes du Royaume-Uni et de la France ont un rôle de dissuasion propre et contribuent de manière significative à la sécurité globale de l'Alliance* ». Or, dans la déclaration du sommet de Varsovie de 2016, (paragraphe 53), nous retrouvons cette même phrase, mais sans l'expression « de manière significative ».

La France se targue d'être membre des différentes zones exemptes d'armes nucléaires, ce qui est vrai. Mais alors, pourquoi n'a-t-elle pas encore retiré du Traité dit de Tlatelolco (qui couvre la zone d'Amérique latine et des Caraïbes) sa réserve sur le Protocole additionnel n° 1 qui induit une non application de ce traité sur les territoires français de cette zone ? Pourquoi conserver une position qui date de la guerre froide ?



Tous les discours diplomatiques sont accompagnés d'explication sur la volonté de la France de voir le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) entrer en vigueur ; ce qui est louable. Mais les « coupables » (États-Unis, Chine, Corée du Nord Égypte, Iran, Israël, Inde, Pakistan) qui empêchent cette avancée sont connues. N'est-il alors pas temps de les nommer pour créer une pression officielle et qui serait appréciée par les 184 États membres de ce traité ? Une façon de prouver que la France sait être indépendante et peut nommer des acteurs non responsables.

Idem, le Traité interdisant la production des matières fissiles (FMCT) est une nécessité pour assurer un désarmement nucléaire. Mais après plus de 20 ans de tentative de négociation, combien de temps la France pense-t-elle négocier encore ? N'est-il pas temps d'envisager une autre voie ? Pourquoi ne pas reprendre à son compte la proposition d'inclure les stocks faite par les députés M. Fanget et M. Lecoq (rapport parlementaire sur le TNP de juillet 2018) et approuvé par la commission des Affaires étrangères ? Cela aurait le mérite de respecter les exigences du mandat Shanon (base de la négociation du

FMCT) et d'ouvrir une porte nouvelle susceptible d'être intégrée par le Pakistan, la Chine et soutenue fortement par l'ensemble de la communauté internationale. Et, ce traité serait alors un instrument de désarmement et de non-prolifération nucléaires.

Alors qu'un grand nombre d'État, affirme l'importance du [Traité d'interdiction des armes nucléaires \(TIAN\)](#), la persistance de la France à s'opposer à celui-ci reste incompréhensible ! C'est clairement une erreur et une absence de vision stratégique sur le moyen et long terme. D'autre part, [affirmer encore que le TIAN est incompatible avec le TNP](#) devient un non sens. À moins bien sûr que les 122 États qui ont négocié et voté ce traité, que le Secrétaire général des Nations unies, et la haute représentante du bureau sur les affaires du désarmement, que le CICR et plus globalement la communauté des juristes des ONG, soient des incompetents notoires en matière de droit international... Cette attitude sur le TIAN — qui devrait entrer en vigueur en fin d'année 2019, début 2020 — démontre une fébrilité, car juridiquement, il sera compliqué de le nier.

Globalement, nous ne pouvons que constater — et déplorer — les nombreuses contradictions entre les discours de la diplomatie et les engagements de la France. Il semble que la diplomatie française n'a retenue aucune leçon du passé. Si en 2020, la Conférence d'examen est un échec, la France en sera l'une des coupables, avec les 4 autres puissances nucléaires, Nous serons alors pleinement en danger car le risque d'une prolifération massive avec la fin du TNP se profilera !

Merci, à la fondation [Heinrich-Böll-Stiftung](#) pour le soutien apporté pour participer a cette PrepCom

## PROJECT - Nuclear Disarmament Competence Development in Francophone Regions

**Action:** Youths Francophone – Non Proliferation Treaty preparatory Conference, New York, United Nations

### ICAN France - Facebook Page

During our action we published on the ICAN France Facebook different videos (see screenshots) and testimonial notes (such the one's from Maxence's on his discovery of the UN, describing the meetings with diplomats, advocacy work, etc.). These videos were greatly appreciated by the French public, because it allowed them to bring to life the "atmosphere" of our action at the UN, and we received a lot of positive feedback.



- ed 11
- People reached 889

### Statistics:

- Shared 29
- People reached 3058



### Statistics:

- Share

## Statistics:

- Shared 13
- People reached 1791



### ICAN France - Campagne Internationale pour Abolir les Armes Nucléaires

Send Message

Cause

1,791  
People reached

311  
Engagements

Boost Post

61

13 shares



### ICAN France - Campagne Internationale pour Abolir les Armes Nucléaires

Published by Jean-marie Collin (?) · 2 May ·

\*\*\*

ICAN France vous présente le témoignage de [Maxence Gallice](#) actuellement membre de notre délégation à l'ONU pour la conférence du Traité de non prolifération nucléaire :

"Après la traversée de l'Atlantique, j'ai pu pour la première fois poser un pied à terre sur le continent Américain. J'ai commencé cette semaine onusienne dimanche dernier lors d'une journée de coordination de la campagne ICAN. Entre échange de connaissances et bilan des avancées de chacune des organisations présentes, j'ai pu rencontrer toutes les personnes qui œuvrent depuis plusieurs années à faire avancer le désarmement nucléaire. J'ai pu aussi constater la diversité d'âge et de nationalités, une véritable richesse pour le mouvement anti-nucléaire.

Lundi 29 avril, c'est avec les yeux écarquillés que je me retrouve face au bâtiment onusien, mais également dans l'enceinte de la salle des débats où les rivalités se font sentir. Il était très intrigant de découvrir le fonctionnement d'une commission officielle, le langage politique et d'apprendre en même temps le positionnement de chaque ambassadeur international sur les armes nucléaires à travers le TNP. Après quelques mots du Chair (Malaysia) le président du comité, l'ensemble des diplomates se sont positionnés tour à tour sur le TNP et pour ceux qui ont déjà signé ou ratifié le TIAN, ce fut aussi l'opportunité pour eux de le citer en tant que traité essentiel pour l'abolition complète des armes nucléaires. Dès le lundi soir, j'ai pu sentir les Etats nucléaires se renvoyer la balle les uns contre les autres et dire indirectement ou directement qu'ils ne prendraient pas de décision pour désarmer leur Etat tant que les autres Etats ne le font pas. A la clôture de la journée le lundi soir, j'ai d'ailleurs assisté à un échange de tir diplomatique entre les États-Unis et l'Iran ; s'accusant l'un et l'autre d'être en lien avec les terroristes du Moyen Orient et de participer à l'insécurité mondiale.

Les journées sont passionnantes et quand les discours sont un peu longs, il est toujours possible de changer d'univers en participant à des side events, des conférences présidées par des ONG. J'ai assisté, mardi, à une conférence qui donnait des clés d'action pour faire pression sur les états nucléaires. Un side events très enrichissant pour moi, puisque je suis Française et reliée directement à l'arme nucléaire. Je prends conscience qu'il est possible d'agir à mon échelle, en tant qu'étudiante et cela me remplit d'espoir."



## La Dénucléarisation du monde ? La Tunisie a aussi son mot à dire !

*Par Amel El Mejri, Mariem Oueslati, Lobna Bachta, Sirine Barbirou, Aziza hanafi, Nour El Imen Gharbi, Oumayma Jabnoui, étudiantes Tunisiennes*

21/06/2019 09h:51 CET | Actualisé 21/06/2019 09h:51 CET



LUKBAR VIA GETTY IMAGES

**Pour nous, États sans armes nucléaires, notre seule solution, notre seule arme est de faire appliquer le droit.**

**Notre génération fait face à une multitude de défis urgents que nos parents et grands-parents n'auraient jamais imaginés: crise climatique, crise sociale, crise sécuritaire et crise nucléaire. L'urgence est à mener sur tous les fronts. Pourtant, il y en a une qui nous apparaît, nous jeunes tunisiennes, vitale: mettre un terme aux armes nucléaires!**

Les Tunisiens ne peuvent imaginer que leurs villes soient la cible de puissances nucléaires. Nous avons la chance de vivre dans un État qui ne possède pas d'arme nucléaire. Membre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ainsi que du Traité de Pelindaba faisant du continent africain une zone exempte d'armes nucléaires, la Tunisie s'est montrée être un bon acteur de la **non-prolifération nucléaire sur les deux scènes internationale et africaine** (Voir le Temps, [La Tunisie un nouveau pas vers le désarmement nucléaire](#), 21 Septembre 2018).

Cependant, malgré cet atout, **nous devons faire** face à une réalité: comme vient de le révéler le très renommé SIPRI (Institut international de recherche sur la paix de Stockholm) **ce lundi 17 juin**, près de 2000 armes nucléaires sont en permanence prêtes à être utilisées par les États-Unis, la Russie, la France ou encore le Royaume-Uni. Les autres États (comme la Chine, Israël, le Pakistan, l'Inde et la Corée du Nord) n'ont quant à eux besoin que de quelques heures de préparation avant toute utilisation...

Cette réalité se traduit par le risque d'une détonation - accidentelle, volontaire ou malveillante - d'armes nucléaires quelque part dans le monde. Mais peu importe que cela soit chez nos voisins européens, en Asie, ou même en Amérique ; nous en subissons les conséquences humanitaires, climatiques, sécuritaires et économiques. Et c'est alors toute notre société qui sera pour toujours changée! Ceci est une réalité et pas "une vue de l'esprit" comme le souligne le Comité international de la Croix-Rouge.

**Alors que pouvons-nous, Tunisiens, faire? Que peut faire notre gouvernement face à ces puissances nucléaires?**

Certaines d'entre nous, jeunes tunisiennes, avons pu participer avec ICAN (la campagne internationale pour abolir les armes nucléaires, prix Nobel de la paix 2017) au troisième comité préparatoire (28 avril-10 mai) du Traité sur la non-prolifération nucléaire (TNP) qui s'est déroulé au siège de l'Organisation des Nations unies à New York. Cette conférence était essentielle pour le futur du TNP, que l'on nomme aussi la pierre angulaire du régime de non-prolifération nucléaire. En effet, nous avons rencontré, écouté, échangé avec les diplomates de tous les continents et eu l'honneur de rencontrer des survivants d'Hiroshima et de Nagasaki.

Nous sommes fiers de voir que notre État dispose d'un pouvoir important, car il fait partie de ce que l'on nomme le Groupe Africain qui comprend 54 États du continent. Nous sommes unis ainsi par la force de nos idées, comme l'a affirmé (préciser qui l'a affirmé ou alors préférer « comme cela a été affirmé ») dans le discours fait au nom de ce Groupe qui “appuie le principe du désarmement nucléaire complet” et “dans cet esprit se félicite de l'adoption historique du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, le 7 juillet 2017”. Le Groupe “souligne que le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) ne porte pas



atteinte au TNP, mais complète et renforce plutôt le régime de non-prolifération nucléaire” et “exhorte tous les États à soutenir le TIAN en signant et en ratifiant ce Traité à une date rapprochée”.

Le TIAN est un traité adopté le 7 juillet 2017 par une majorité d'États de l'ONU, dont la Tunisie. Il rend enfin les armes nucléaires totalement illégales. C'était la pièce manquante du puzzle juridique international pour redonner à ces armes un statut d'armes de destruction massive et non d'armes de prestige.

Pour nous, États sans armes nucléaires, la seule solution, notre seule arme est de faire appliquer le droit. C'est notre seul et unique moyen de pouvoir influencer sur la menace qui pèse sur nous de façon constante.

Ainsi, bien que la Tunisie soit signataire de cette déclaration du Groupe Africain et engagée en matière de désarmement, nous regrettons de voir quelle n'a pas encore signé et donc mis en œuvre le processus de ratification du TIAN. Cette attente de la signature est incompréhensible au vu des actions réalisées par notre diplomatie ces dernières années (participation aux conférences humanitaires), de ce récent discours et enfin des paroles positives échangées à l'ONU avec un diplomate de notre ministère des Affaires étrangères.

Attendre sans rien faire est certainement la pire des solutions. Croire que notre voix ne pèse pas dans ce monde du 21e siècle serait réduire notre culture et notre histoire à néant. Nous engageons ainsi notre gouvernement à agir immédiatement pour protéger notre territoire, nos générations en signant le Traité d'interdiction des armes nucléaires.



---

**The denuclearization of the world? Tunisia also has something to say!**

By Amel El Mejri, Mariem Oueslati, Lobna Bachtta, Sirine Barbirou, Aziza hanafi, Nour El Imen Gharbi, Oumayma Jabnoui

Our generation faces a host of urgent challenges which our parents and grand parents could never have imagined: climate crises, social crises, security and nuclear crises. Urgent action is needed on all fronts. However, there is one that, to us young Tunisians, seems the most vital: put an end to nuclear weapons!

Tunisians cannot imagine that their cities are nuclear targets. We have the good fortune to live in a country that does not possess nuclear weapons. As a member of the nuclear Non-Proliferation Treaty, as well as the Pelindaba Treaty, which makes the continent of Africa a nuclear-free zone, Tunisia has shown itself to be a good actor on the international and African stages and in nuclear non-proliferation. (See *Le Temps, La Tunisie un nouveau pas vers le désarmement nucléaire*, 21 Septembre 2018).

Meanwhile, despite this asset, we are confronted with a reality: the revelation on June 17 by the prestigious SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) that almost 2,000 nuclear weapons are in a permanent state of readiness to be used by the United States, Russia, France or even the United Kingdom. The other states (like China, Israel, Pakistan, India and North Korea) need only a few hours to prepare before using theirs.

This reality translates into the risk of detonation of nuclear weapons somewhere in the world — whether accidental, voluntary or by mistake. But it doesn't matter whether this happens to our European neighbors, in Asia or even in the United States; we will all suffer the humanitarian, climatic, security and economic consequences. And then all of society will be forever changed! This is a reality and not “a view of the spirit” as the Red Cross emphasizes.

So what can we Tunisians do? What can our government do in the face of these nuclear powers?

Some of us young Tunisians were able to join ICAN (the International Campaign to Abolish Nuclear weapons, winner of the 2017 Nobel Peace Prize), at the third NPT PrepCom, which took place at the UN headquarters in New York, April 28 – May 10. This conference was essential for the future of the NPT, which has also been called the cornerstone of non-proliferation. Indeed, we were able to meet, listen to and dialogue with diplomats from all continents and we had the honor of meeting the survivors of Hiroshima and Nagasaki.

We are proud to see that our state has significant power because it is part of what is known as the African Group, which comprises 54 states on the continent. We are united even more by the force of our ideas, as was affirmed during the discussions held in the name of this Group, which “supports the principle of complete nuclear disarmament” and “in this spirit welcomes the adoption of the historic Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons, on July 7, 2017.” The Group “emphasizes that the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons (TPNW) does not threaten the NPT, but rather it completes and reinforces the nuclear non-proliferation regime”

and “exhorts all states to support the TPNW and to sign and ratify the Treaty as soon as possible.”

The TPNW was adopted on July 7, 2017 by a majority of the UN countries, including Tunisia. It finally makes nuclear weapons totally illegal. It was the missing piece of the international legal puzzle giving these weapons a status as weapons of mass destruction and not as prestige weapons.

For us non-nuclear states, our only solution, our only weapon is to make sure this law is applied. It is the one and only way we can confront the threat that hangs over us constantly.

Consequently, despite the fact that Tunisia is a signatory to the African Group declaration and committed to disarmament, we are sorry to see that it has not yet signed and thereby implemented the ratification process of the TPNW. This delay in signing is incomprehensible given the actions of our diplomats these last few years (participation in the humanitarian conferences), of this recent speech and, finally, the positive words exchanged at the UN with a diplomat from our Ministry of Foreign Affairs.

Waiting and doing nothing is the worst of solutions. Believing that our voice doesn't count in this 21st century world is to reduce our culture and our history to nothing. We urge our government to act immediately to protect our land, our generations and to sign the Treaty to ban nuclear weapons.

First published in French “La Dénucléarisation du monde ? La Tunisie a aussi son mot à dire !” on the Huffington Post Maghreb, June 21, 20

---

## Young Tunisians Take Action on the Nuclear Ban Treaty

*Between June 23th to 27th, Tunisian students- Amel El Mejri, Mariem Oueslati, Lobna Bachta, Sirine Barbirou, Aziza hanafi, Nour El Imen Gharbi, Oumayma Jabnoui – met with parliamentarians, journalists and academicians in Tunis as a part of ICAN France’s new project “Nuclear Disarmament Competence Development in Francophone Regions”.*

### Where does Tunisia stand on Nuclear Ban Treaty?

Tunisia was one of the 122 nations who voted in favour of adopting the Treaty of the Prohibition of Nuclear Weapons, but has not yet adhered to the treaty. Although, there is no objection to signing and ratifying the treaty, it’s only a question of time and “noise”, as the Tunisian diplomat told the francophone delegation at the NPT Prepcom last year.

### Action by Tunisian youth! Getting Parliamentarians on Board :



*Mariem Oueslati & Nour El Imen Gharbi (Tunisian students), Jean-Marie Collin of ICAN France with MP Meherzia Laabidi at the National assembly of Tunisia.*

The Tunisian students who met with Parliamentarians, over a series of meetings, engaged with them on the process of achieving nuclear ban through the treaty. They also spoke about the grave humanitarian consequences, if a nuclear detonation takes place somewhere in the world. In the meeting with Mrs Meherzia Laabidi, President of the Foreign Affairs Committee, told the Tunisian youth that despite the hectic period between national insecurity and national election, she will push for the signature process with the Minister of Foreign Affairs. Ms. Khansa Harrath and Mrs Meherzia Laabidi of the Defence Committee, also shared their support for Tunisia adhering to the nuclear ban treaty.

They also met with Mayor of Ariana, the association of Tunisian cities- L’Observatoire des communes- urging them to sign the ICAN cities appeal and speak up against the threat of nuclear weapons.

*At the National assembly of Tunisia with MP Ms. Khansa Harrath.*

**Conference coming soon :** With the goal of encouraging more young people to be aware





and take action on the humanitarian consequences of nuclear weapons, the nuclear ban movement and to push their government to ratify the TPNW, they planned on organizing an international conference in Tunis. The group met with Ms. Neila Chaabane, the Dean of the Faculty of Political and Social Legal Sciences in Tunis, in this regard and got the confirmation for the conference to be held on 14th October this year.

### **Engagement with Media:**



*Campaigners with Ahlem Ghayeza of RCTI Radio.*

The group met with journalists of the national TV channels in Tunisia to tell them about the nuclear ban treaty and their campaign to get Tunisia on board to support it. They were interviewed by Ahlem Ghayeza of the RTCI radio, who promised to set up a studio in the faculty to conduct interviews on the day of the upcoming conference in Tunis.

“For non-nuclear states, their only solution, their only weapon is to make sure this law (TPNW) is applied. It is the one, and the only way they can confront the threat that hangs over them constantly,” read the Op-Ed [“The Denuclearization of the world? Tunisia also has a word to say”](#) in Huffington post Tunisia written by these students.

Thank you, Heinrich-Böll-Stiftung for supporting this initiative.

## Agir, pour être un acteur de l'Histoire

Par Amel El Mejri, Mariem Oueslati, Lobna Bachta, Sirine Barbirou, Aziza hanafi, Nour El Imen Gharbi, Darine Matmati, étudiantes tunisiennes et Jean-Marie Collin de ICAN France.

**Ce 15 juillet 2019, l'Afrique a célébré un anniversaire peu connu : les 10 ans de l'instauration sur ce continent d'une zone exempte d'armes nucléaires. La Tunisie, comme l'écrasante majorité des Etats africains, est membre de ce traité, consciente qu'une plus grande sécurité pour tous passe par des démarches multilatérales. Aujourd'hui, il est nécessaire de renforcer cette sécurité contre les armes nucléaires et donc de faire encore une démarche. Oui, c'est toujours aux « petits » Etats de faire les premiers pas, aux Etats ayant déjà rejeté toute volonté nucléaire militaire ; mais au final, c'est à eux et à leurs dirigeants politiques que le monde en sera le plus reconnaissant !**

L'Afrique, et donc la Tunisie, a la chance d'être une zone exempte d'armes nucléaires (ZEAN). C'est en raison des essais nucléaires français dans le Sahara (1960/1966) qu'une première prise de conscience par les Etats frontaliers s'est faite sur la nécessité de créer une zone qui interdirait toute possession et utilisation d'armes nucléaires. Dans le même temps, devant le danger d'une prolifération nucléaire massive, l'ONU a mis en place des négociations qui aboutirent en 1970 à l'entrée en vigueur du Traité sur la non-prolifération nucléaire. Un traité immédiatement ratifié par la Tunisie. Le programme nucléaire militaire sud-africain a mis un terme, durant quelques années, à cette volonté politique d'un continent interdisant les armes nucléaires.

Malgré des fausses alertes (notamment avec le colonel Petrov, 26 septembre 1984), des tensions extrêmes entre Etats-Unis et Union soviétique (opération Able Archer en 1983), le monde a échappé à la détonation - volontaire, accidentelle, par erreur – d'une arme nucléaire pendant la Guerre froide. Un risque qui, contrairement à ce que beaucoup pourraient penser, ne s'est pas effacé aujourd'hui. Non, en plus des risques « classiques », les nouvelles technologies font peser des menaces nouvelles qui peuvent, par exemple, accélérer le processus d'utilisation en premier d'une arme nucléaire ou rendre un arsenal défaillant. Comme nous l'avons écrit (« La Dénucléarisation du monde ? La Tunisie a aussi son mot à dire ! », 21 juin, Huffington post Tunisie), peu importe que cela soit en Europe, en Asie, ou même en Amérique ; nous en subissons tous les conséquences humanitaires, climatiques, sécuritaires et économiques.

Si ce risque n'est pas arrivé, la volonté politique de travailler contre ce risque lui a bien existé avec enfin, le 15 juillet 2009, l'entrée en vigueur de la zone exempte d'armes nucléaires en Afrique. Malheureusement, la Tunisie a un peu trop attendu pour faire pleinement partie de cette célébration, ayant terminé son processus de ratification quelques mois plus tard (7 octobre).

Ce 15 juillet 2019, cela fera donc 10 ans que ce traité, dit de Pelindaba, est en vigueur ; renforçant du même coup le Traité de non-prolifération qui autorise (article 7) l'existence de ces ZEAN. Mais cette volonté, faite par les Etats de ce continent, de ne pas vouloir acquérir d'arme de destruction massive ne suffit pas pour se mettre en sécurité. Malheureusement, nous vivons dans un village global, où l'absence d'action d'un Etat peut mettre en danger le reste du monde et vice-versa, la sécurité de l'un renforce la sécurité de tous. La Tunisie détient donc ce pouvoir de renforcer la sécurité de tous, et en premier de celle de sa population.

La Tunisie fait partie de ces Etats qui ont décidé d'avancer pour la sécurité de tous. Leurs diplomates ont passé du temps en 2017 pour négocier avec 122 Etats le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Ces mêmes diplomates avec l'accord de leur ministre ont alors voté en faveur de ce traité le 7 juillet 2017.

En parallèle, des étudiantes tunisiennes – auteur de ces lignes - ont engagé un travail et un processus de communication sur ce sujet auprès de la jeunesse et du monde universitaire. Parmi les actions en cours, il y aura ainsi, le 14 octobre 2019, une grande conférence internationale à la Faculté des Sciences Juridiques Politiques et Sociales. De même, nous avons rencontré de nombreux parlementaires, notamment Mme Latifa Habachi Présidente de la commission des Affaires étrangères, Mme Khansa Harrath et Mme Meherzia Laabidi de la commission de la défense. Tous ont exprimé ouvertement un rejet total des armes nucléaires et le souhait que le processus de signature du traité d'interdiction des armes nucléaires soit réalisé pour pouvoir à leur tour entamer le processus de ratification.

Le 26 septembre 2019, Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, une cérémonie pour le TIAN de haut niveau aura lieu au siège des Nations Unies à New York. Cette cérémonie est une opportunité que la Tunisie doit saisir pour apposer sa signature sur ce traité qui vient renforcer la sécurité mondiale et donc sa sécurité. L'histoire montre que la mise en place de l'interdiction de certaines catégories d'armes facilite les progrès vers leur élimination.

La Tunisie ne doit pas encore attendre comme elle l'a fait pour le traité de Pelindaba. Elle a déjà investi du temps, elle a le soutien de sa jeunesse, ses parlementaires sont prêts. Elle doit faire partie de ce groupe d'Etats qui va marquer à jamais l'Histoire de la sécurité internationale.





November 27  
<http://bit.ly/2rzuBwI>

----

### Regional conference in Tunisia:

The channel 9 - Tunisna tv -of Tunisia interviewed Jean-Marie Collin and Patrice Bouveret. The broadcast was on the TV, December 4 Wednesday, at 8pm. Questions were about:

- The role of ICAN
- The reason why ICAN realized meeting with students and parliamentarians in Tunisia
- The danger of the nuclear arsenal
- The consequences of the French nuclear test realized in the Sahara
- The Treaty on the prohibition of nuclear weapons

Screen shot of the facebook page where you can see our interview.

The link of the video: <https://www.facebook.com/TunisnaTV.Officielle/videos/509092653150213/>



